

Anne-Claire ROUAUD
Agrégée des Facultés de droit
Professeure à l'Ecole de Droit de la Sorbonne
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

anne-claire.rouaud@univ-paris1.fr

FONCTIONS

Depuis 2018 : **Professeure à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

Principales matières enseignées : Droit bancaire - Droit financier - Droit des instruments de paiement et de crédit - Droit de la concurrence - Droit des contrats

2015-2018 : **Professeure à l'Université de Reims Champagne-Ardenne**

2009-2015 : **Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

2009-2011 : **Avocat** (DEFRENOIS ET LEVIS, avocats aux Conseils)

FORMATION

Agrégation de droit privé et sciences criminelles (2015) (classée deuxième)

Doctorat en droit privé, Université Paris 1 (2008) ; Thèse : *Contribution à l'étude de l'opération de marché – Etude de droit des marchés financiers* (Dir. J.-J. DAIGRE). *Mention très honorable avec les félicitations du jury. Prix solennel André Isoré 2009 décerné par la Chancellerie des Universités de Paris*

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (2005)

PARTICIPATION A DES INSTANCES ET GROUPES DE TRAVAIL DE PLACE

Membre expert du Haut Comité Juridique de la Place financière de Paris (HCJP) (depuis janv. 2024)

Participation à des groupes de travail du HCJP (depuis 2021)

Membre de la Commission consultative post-marché de l'Autorité des marchés financiers (depuis janv. 2023)

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES, ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

➤ **Auprès d'instances nationales**

Membre suppléant du Conseil national des universités (CNU), Section 01 (2023-2027)

Membre titulaire du CNU, Section 01 (2011-2015)

➤ **A l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

Co-directrice du département Sorbonne Affaires/Finance de l'IRIS (depuis 2021)

Membre du Conseil de l'Ecole doctorale de droit de la Sorbonne (depuis 2021)

ACTIVITES DE RECHERCHE

➤ Responsabilités scientifiques et participation à des réseaux de recherche

Présidente de l'Association européenne pour le droit bancaire et financier (AEDBF-France)

Membre du Conseil scientifique de l'Association Nationale des Juristes de Banque (ANJB)

Membre du Conseil scientifique de la Legal Blockchain and Cryptos Association (LBCA)

Directrice éditoriale de la revue *Banque & droit*

Membre du Comité scientifique de la *Revue internationale des services financiers* (RISF)

Membre des groupes de travail « Droit bancaire » et « Droit des marchés financiers », projet de Code européen des affaires piloté par l'Association Henri Capitant

➤ Publications récentes

Ouvrages

Droit bancaire, LexisNexis, oct. 2023 (10^e éd. mise à jour et refondue de l'ouvrage créé par Ch. GAVALDA et J. STOUFFLET)

Droit financier (avec TH. BONNEAU, P. PAILLER, A. TEHRANI et R. VABRES), LGDJ, 4^e éd., sept. 2023

Chroniques

Chronique de droit bancaire et financier européen, avec P. PAILLER, *Revue de Droit bancaire et financier*, Larcier-Intersentia (chronique annuelle ; depuis 2021)

Chronique « Droit financier », *Banque & Droit* (chronique bimestrielle ; depuis 2013)

Co-directrice de la chronique « Régulation bancaire », *Revue Internationale des Services Financiers (RISF)* (chronique trimestrielle ; depuis 2014)

Articles et commentaires

« Principaux apports du règlement EMIR 3 », *Banque & droit* n° 219, janv.-févr. 2025

« La distinction entre titres nominatifs et titres au porteur a-t-elle encore du sens ? », avec P. PAILLER, in *40 ans de dématérialisation des titres en France*, IRJS / AEDBF-France, 2024, p. 49

« Loi Attractivité : mesures intéressantes pour le droit financier », *Banque & droit* n° 217, sept.-oct. 2024, p. 26

« Responsabilité de l'AMF à raison du refus d'ouvrir une enquête sur les agissements d'une société cotée à la suite du signalement effectué par un actionnaire : compétence du juge judiciaire », *Banque & droit* n° 215, mai-juin 2024, p. 38

« Absence de recours contre le choix du collège de l'AMF de notifier des griefs sans proposition d'entrer en voie de composition administrative », *Banque & droit* n° 215, mai-juin 2024, p. 42

« Abus de marché et régime de protection des journalistes », *Banque & droit* n° 215, mai-juin 2024, p. 44

« Principes directeurs des offres publiques et droit de recours des personnes sanctionnées : un arrêt doublement important », *Banque & droit* n° 213, janv.-févr. 2024, p. 31

« Publication du règlement révisant le règlement CSDR », *Banque & droit* n° 213, janv.-févr. 2024, p. 36

« Sanction de deux PSI au titre des obligations de catégorisation des clients et d'évaluation de l'adéquation du service fourni », *Banque & droit* n° 212, nov.-déc. 2023, p. 26

« Abus de marché : la Cour de cassation, les données de connexion et les droits fondamentaux », *Banque & droit* n° 210, juill.- août 2023, p. 26

« Visites domiciliaires : l'Assemblée plénière précise le périmètre des documents saisissables », *Banque & droit* n° 208, mars-avril 2023, p. 30

« Révision du règlement EMIR : bref aperçu de la proposition de règlement EMIR 3 », *Banque & droit* n° 208, mars-avril 2023, p. 33

« L'arrêt du Conseil d'État relatif aux orientations de l'ABE sur l'octroi et le suivi des prêts : un pas en arrière concernant la justiciabilité des actes de droit souple des Autorités européennes de surveillance ? », *Revue Juridique de la Sorbonne* n° 6, déc. 2022, p. 40

« Enquêtes de l'AMF, droits fondamentaux et dialogue des juges : à propos de quelques développements récents », in *Droit bancaire et financier - Mélanges AEDBF-France VIII*, 2022, p. 389

« Conservation des données de connexion : pas de régime spécial en matière d'abus de marché ! », *Banque & droit* n° 206, nov.-déc. 2022, p. 45

« Recommandation d'investissement, conflits d'intérêts et manipulation de cours », *Banque & droit* n° 205, sept.-oct. 2022, p. 45

« La proposition de règlement révisant le règlement CSDR », *Banque & droit* n° 204, juill.-août 2022, p. 54

« Double sanction pour entrave aux enquêtes de l'AMF : une inconstitutionnalité d'un effet utile des plus limités », *Banque & droit* n° 202, mars-avril 2022, p. 34

« L'absence de faculté pour les personnes sanctionnées de former un recours incident contre les décisions de la Commission des sanctions n'est pas contraire à la Constitution », *Banque & droit* n° 202, mars-avril 2022, p. 37

« L'ordonnance du 15 décembre 2021 de transposition de la directive MIF 2 Quick Fix », *BJB* mars 2022, n° BJB200p8

« MIF 2 : l'obligation des entreprises d'investissement de conserver des enregistrements n'implique pas celle de mettre en place un registre indépendant unique », *Banque & droit* n° 201, janv.-fév. 2022, p. 38

« L'accès des entreprises de pays tiers au marché européen des services financiers », in *Mélanges en l'honneur du professeur Gilbert Parleani*, IRJS Editions, juin 2021, p. 493

Communications dans des colloques

« Directive Finalité et crypto-actifs : quels enjeux et quelles possibilités ? », avec F. PALMIERI colloque organisé à Paris le 11 juin 2024 (actes à paraître)

« IA et services financiers. Propos conclusifs », colloque « Intelligence artificielle et services financiers » organisé à Paris le 13 juin 2024 (actes à paraître)

« L'intensité de l'obligation de vigilance selon les secteurs : le cas des opérateurs financiers », colloque « La vigilance, pointe avancée de l'obligation de compliance » organisé à Paris le 5 déc. 2023 (actes à paraître)

Conférence « Bilan des 10 ans de l'Union bancaire » organisée par l'Association nationale des juristes de banque, 21 nov. 2023, avec A. CHAMPSAUR et D. QUELHAS

Présidence d'une table-ronde, Conférence « Réflexions et enjeux sur la durabilité et le devoir de vigilance » organisée par l'AEDBF-France, 17 nov. 2023

Participation à une table-ronde sur « L'influence de la jurisprudence européenne sur la procédure de sanction », 16^e colloque de la Commission des sanctions de l'AMF, 12 oct. 2023, avec S. BARANGER, M. GUYOMAR et F. SPINOSI, sous la présidence de D. GUERIN

« Investigative powers of the Autorité des marchés financiers », avec P. PAILLER, séminaire franco-allemand de droit financier organisé à Paris les 22 et 23 juin 2023 (actes publiés à la *Revue Trimestrielle de Droit Financier* n° 3, 2023)

« La conservation des actifs numériques dans les Principes UNIDROIT sur actifs numériques », avec S. CABOSSORAS et PH. GOUTAY, colloque « Principes Unidroit sur actifs numériques : réception en droit français » organisé à Paris le 5 juin 2023 par l'Association des Juristes de Blockchain et Crypto-Actifs et le CEDAG (actes publiés à la *RDBF*, n° 4, juill.- août 2023)

« L'organisation des marchés financiers et des marchés spot de l'électricité », avec A. SEE, colloque « Régulation financière et régulation de l'énergie » organisé à Paris le 25 mai 2023 par l'Association du LLM Droit bancaire et financier de l'Université Panthéon-Assas (actes publiés à la *RDBF*, n° 6, nov.- déc. 2023)

« Facteurs ESG, commercialisation et devoir de vigilance », Webinaire organisé par l'AEDBF-France, 14 févr. 2023, avec L. DE LA JONQUIERE et J. MARTINET

« NFT : le régime applicable aux plateformes », colloque « Démystifier les NFT » organisé à l'Université Paris Cité le 10 mai 2022 (actes publiés à la *RDBF*, n° 4, juill.- août 2022)